

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 3229. – NAVIGATION INTÉRIEURE**  
**(Personnel sédentaire, transport de marchandises)**

**AVENANT N° 3 DU 10 JUILLET 2019**  
**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2019**

NOR : ASET1951183M  
IDCC : 3229

Entre :  
ADF,  
D'une part, et  
CFE-CGC ;  
FEC FO ;  
SNPS CGT,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet de l'avenant*

Le présent avenant à la convention collective du personnel sédentaire des entreprises de navigation a pour objet, dans le cadre de la négociation annuelle sur les salaires, de modifier l'article 5.1 portant sur les rémunérations minimales de branche.

**Article 2**

*Revalorisation de la grille des salaires minima de branche*

Les parties à l'avenant conviennent d'augmenter les rémunérations minimales annuelles comme suit :

*(En euros.)*

CATÉGORIE	NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL BRUT
Employé	I A moins de 6 mois	18 619,55
	I B plus de 6 mois	19 236,59
	II	19 788,69
	III	20 687,19
Agent de maîtrise	IV	22 083,66
	V	24 898,25
	VI	29 228,37

CATÉGORIE	NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL BRUT
Cadre	VII	32 475,98
	VIII	41 136,23
	IX	49 796,49

### **Article 3**

#### *Entrée en vigueur*

Sous réserve de l'exercice par les organisations syndicales de salariés de leur droit d'opposition, le présent avenant est applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

### **Article 4**

#### *Dispositions diverses*

Compte tenu de son objet, le présent avenant ne comporte pas de disposition particulière pour les entreprises de moins de 50 salariés.

La commission paritaire du personnel sédentaire des entreprises de navigation poursuivra en 2019 l'examen de l'accord de branche du 12 octobre 2016 relatif à l'égalité professionnelle.

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt sur la base nationale des conventions et accords collectifs, consultable sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr) (rubrique « Accords collectifs »).

Les parties signataires de l'avenant mandatent le secrétariat de la commission paritaire du personnel sédentaire des entreprises de navigation pour demander l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 10 juillet 2019.

(Suivent les signatures.)